



IRAN : l'État dangereux

Charles Saint-Prot

En décidant de retirer les États-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien et de rétablir les sanctions contre l'Iran le président Donald Trump a souligné, le 8 mai 2018, que le *Plan d'action global conjoint* (JCPOA), conclu en 2015, était le « *pire accord jamais signé par son pays* ». En effet, cet accord, qui doit tout à l'ex-président Obama qui voulait opérer un renversement des alliances dans le cadre de sa stratégie destructrice dont les prétendus « *printemps arabes* » sont une triste illustration, était une sorte de marché de dupe qui a surtout permis au régime iranien de se renforcer et de continuer à menacer toute la région du Proche-Orient, de l'Irak et Bahreïn jusqu'au Maroc, en passant par le Yémen, la Syrie et le Liban. En effet, l'Iran est bien l'État dangereux menaçant la stabilité de toute la région, directement ou par l'intermédiaire de son bras armé dans le monde arabe, le Hezbollah qui encadre des terroristes un peu partout, y compris les séparatistes du Polisario contre le Sahara marocain. Il ne faut pas oublier que le régime islamo-chauviniste (chiïto-persan) des mollahs poursuit le rêve de reconstituer l'empire perse de Cyrus jusqu'à la Méditerranée et il s'enorgueillit de dominer déjà quatre capitale arabe (Bagdad, Damas, Beyrouth et Sanaa). Ce régime impérialiste constitue un danger pour la sécurité de tous les États de la région jusqu'au Maroc.

Il est clair que tout autant que le risque d'un Iran disposant de l'arme nucléaire – selon l'accord cela devait être théoriquement impossible pendant (seulement) dix ans –, ce qui devait être mis en cause est l'action subversive de l'Iran et de ses séides et la poursuite du programme de missiles balistiques de cet État. En 2015 grâce à Obama, et à la crédulité des dirigeants des principaux européens tout aguichés à l'idée de pénétrer sur un marché iranien, d'ailleurs largement surestimé, le régime de Téhéran a acheté à bas prix de la tranquillité et la possibilité de poursuivre ses objectifs stratégiques.

Les acclamations qui ont accueilli l'accord du 14 juillet 2015, paré de toutes les vertus, n'ont pas été sans rappeler le « lâche soulagement » qui avait suivi un autre accord « historique », celui de la conférence de Munich en septembre 1938. Une fois encore, des puissances de la communauté internationale ont présenté comme une victoire du bon sens ce qui n'est qu'un renoncement au profit d'une dictature sans foi ni loi. Face à un système qui manie à ravir l'art de la dissimulation qui lui est propre, les gogos européens continuent à vouloir se comporter comme de petits commerçants feignant de croire à la prétendue modération d'un Hassan Rohani qui est tout exprès là pour les endormir mais *de facto* n'a pas le moindre pouvoir en la matière puisque les cartes sont entre les mains du Guide suprême et des miliciens « *gardiens de la révolution* ». Dans ce contexte ce n'est évidemment pas Trump qui présente un danger pour la paix et la sécurité internationale mais le régime de Téhéran qui ne comprend d'ailleurs que le langage de la force. C'est dire que ce régime se gausse des gesticulations de quelques dirigeants européens qui croient pouvoir tirer leur épingle du jeu en menant une politique de compromission.



La France qui a longtemps été plus consciente des enjeux et montré sa fidélité à ses amitiés arabes, avait déployé des efforts pour appeler l'attention sur le danger iranien, mais elle n'a pu bloquer un processus voulu à la fois par Obama, Moscou et Pékin, sans compter le comparse allemand dont on se demande d'ailleurs ce qu'il vient faire ici. Il faut reconnaître que la détermination manifestée par le gouvernement français pendant la douzaine d'années de négociations, n'a cessé d'être sapée par les nombreux groupes de pression pro-iraniens qui font miroiter d'hypothétiques « *marchés du siècle* » pour les entreprises françaises. Il serait grave que Paris abandonne tous les fondamentaux de sa diplomatie arabe en s'entêtant à soutenir une position munichoise dans cette affaire. Lors de sa rencontre avec Donald Trump, fin avril 2018, Emmanuel Macron a fait montre de plus de réalisme en préconisant la négociation d'un nouvel accord. Les bases d'un tel accord sont claires : renforcer le contrôle pour empêcher un programme nucléaire iranien, interdire le programme de missiles balistiques, contraindre le régime iranien à cesser ses ingérences dans les affaires des pays arabes. Face à un régime qui ne comprend que la force (et qui a ruiné son pays), il faut faire montre d'une ferme détermination.



Inquiétante Tunisie

Charles Saint-Prot

La nouvelle vague de contestation qui a éclaté en Tunisie au début de l'année 2018, après le vote de la loi de finances, démontre que les mouvements sociaux exprimant leur mécontentement depuis plus d'un an traduisent la colère d'une bonne partie du peuple tunisien qui est excédé par un budget d'austérité prévoyant une hausse de la TVA et des contributions sociales, lequel budget a été dicté par l'idéologie libérale d'un FMI qui, en Tunisie comme ailleurs, est un dangereux pyromane.

En décembre dernier, un sondage d'opinion réalisé par l'agence *Sigma Conseil* faisait apparaître qu'une très large majorité de Tunisiens, 80%, considère que la situation du pays est pire, voire bien pire, que sous le président Ben Ali. Les personnes interrogées estiment que la révolution de 2011 n'a pas réussi et a eu des effets négatifs sur la situation économique (90 % des sondés) comme sur la situation sociale (79 %). Sept ans après les événements de janvier 2011 qui ont provoqué la chute de Ben Ali, les sondages font apparaître que 86% des Tunisiens pensent que le pays va dans la mauvaise direction. C'est sans doute ce qui explique le taux record d'abstention (deux électeurs sur trois ont boudé les urnes) lors des élections municipales du 6 mai 2018.

Tous les clignotants au rouge

À vrai dire, tous les clignotants sont au rouge dans un pays en proie à une grave crise économique et sociale. La dette publique représente 70% du PIB contre moins de 40% en 2010, la production industrielle s'est contractée de 6,61%, l'inflation atteint 6% et ne cesse de grimper, le taux de chômage augmente, notamment chez les jeunes (plus de 30% de chômeurs). Les disparités sociales se creusent, créant un fossé entre un petit nombre de profiteurs et le plus grand nombre qui s'appauvrit. La corruption s'est généralisée. Le sort des régions périphériques, notamment celles de l'intérieur, s'aggrave avec les effets pervers de la mondialisation libérale qui a conduit, par exemple, à la fermeture des industries textiles au profit des pays asiatiques (Chine et Inde), véritables gagnants du démantèlement de l'accord multifibre de 1974 dont le résultat a été la ruine de dizaines de millions de travailleurs de nombreux pays en voie de développement, de la Tunisie aux Philippines en passant par Madagascar. Pour ne rien arranger, la Tunisie doit vivre avec deux voisins difficiles : la Libye livrée à l'anarchie, et l'Algérie qui est un chaudron bouillonnant en attendant l'explosion.

Depuis les événements, arrangés par les États-Unis d'Obama, qui ont conduit à l'éviction du président Ben Ali, on célèbre naïvement une révolution des dupes, avec la complaisance de nombreux observateurs occidentaux qui louent à qui mieux mieux l'exemplarité de la « *démocratie tunisienne* ». Or, c'est une baliverne car cette prétendue démocratie exemplaire n'existe que dans l'imagination de ceux qui se paient de mots et ignorent les réalités les plus concrètes. Tout concourt à une dérive inquiétante.

Tout le monde parle politique et jamais économie alors que c'est la principale préoccupation du peuple tunisien. Le pouvoir politique est largement discrédité avec un président de 91 ans, et une majorité parlementaire contre nature alliant le parti présidentiel et attrape-tout *Nidaa Tounes* et le parti des Frères musulmans *An Nadha*, qui a renforcé sa présence dans les grandes villes lors des récentes municipales.

La priorité est de relancer l'économie

Or, face au mécontentement populaire le risque est que le régime reste sourd et continue à proclamer que les manifestants ne sont que des casseurs et des voleurs manipulés par l'étranger. Personne ne peut croire à cette thèse et surtout pas les puissances occidentales et les bailleurs de fonds éventuels. Après une période d'exaltation romantique et de grandes rêveries, les Tunisiens se retrouvent face aux dures réalités et découvrent qu'une hirondelle ne fait pas le printemps. Les priorités consistent, d'une part, à relancer l'économie d'un pays souffrant d'un déficit structurel et ayant besoin d'un afflux d'investissements, et, d'autre part, consolider l'État de droit. Les deux objectifs sont liés : il n'y aura pas d'amélioration sensible en matière économique et sociale sans un ordre intérieur stable et des institutions fortes, en même temps il n'y aura pas d'État stable sans résoudre les problèmes économiques et sociaux. La Tunisie a des atouts (une société civile dynamique et responsable, une administration garante de la continuité de l'État...), mais la scène politique reste instable et incertaine, marquée par une certaine ambiguïté dans la mesure où il n'apparaît pas clairement quel est le programme des uns ou des autres, si ce n'est d'être réélus...

La Tunisie elle n'a pas besoin de discours moralisateurs. Elle a besoin d'investissements, d'aide au développement des régions les plus défavorisées, de renforcement des compétences en matière de formation professionnelle, de rapprochement des cadres juridiques et de l'harmonisation du climat d'affaires entre les deux rives de la Méditerranée. Il lui faut le soutien massif de la communauté internationale, notamment des pays européens qui ne peuvent plus se limiter à une lecture sécuritaire de ce qui se passe au Sud. Or, il semble que l'union européenne soit moins avare de leçons que d'espèces sonnantes et trébuchantes. Son aide publique au développement est bien inférieure à celle de la France qui reste le premier contributeur et, à travers l'AFD, a donné l'exemple en signant des accords pour 1 200 milliard d'euros (dons, aides et prêts) de soutien financier dans le cadre du Plan quinquennal 2016/2020. Il est clair que la stabilité de la Tunisie doit être un objectif stratégique dans une région du monde où tout va mal, à l'exception du seul pays stable et émergent, le Royaume du Maroc.



Le Liban

otage de la guerre des autres

Michel Morès

La Conférence économique pour le développement par les réformes et avec les entreprises (CEDRE) s'est tenue le 5 avril 2018 à Paris, en présence d'une quarantaine d'États et une dizaine d'organisations internationales (FMI, Banque mondiale, OCDE, BERD...), sous la présidence du Premier ministre libanais Saad Hariri et de la France. À cette occasion la communauté internationale s'est engagée à réunir 11 milliards de dollars en prêts (une dizaine de milliards) et dons (un peu moins d'un milliard) en faveur du Liban, afin de moderniser l'économie du pays et renforcer sa stabilité menacée par les crises régionales.

Le ministre des Affaires étrangères d'Arabie saoudite, Adel el Jubeir, nous a précisé que ces sommes sont destinées à financer des projets d'investissements sur les cinq prochaines années, selon le plan d'investissements conçu par les autorités libanaises afin de moderniser les infrastructures du pays : notamment l'alimentation en eau, les infrastructures routières et les transports, la production d'électricité et le traitement des déchets. Selon Adel el Jubeir, qui dit tout haut ce que tout le monde pense tout bas, il ne s'agit pas de distribuer ces sommes à l'aveuglette et à n'importe qui au risque de les voir dilapider dans le vaste système de corruption qui est le fléau du pays, mais bien de financer des projets précis et bien ciblés de façon à aider le Liban à se redresser une économie chancelante. C'est pourquoi CEDRE se concentre sur des projets d'investissements viables avec un strict mécanisme de suivi et conditionné à des réformes structurelles.

Le chef du gouvernement Saad Hariri s'est engagé à mener ces réformes, à lutter contre la corruption, à moderniser le fonctionnement des marchés publics et à favoriser une meilleure « *gouvernance fiscale* ». Mais il n'a pas dissimulé les difficultés, soulignant à l'adresse des participants : « *Votre présence ici témoigne de votre attachement à la stabilité du Liban. Nous sommes un petit pays et nous faisons face à des défis énormes, politiques, économiques et sécuritaires. Ces défis sont accentués par la guerre syrienne et la crise des déplacés syriens au Liban* ».

Intervenant en clôture de la réunion, le président de la République française, Emmanuel Macron, a rappelé que le gouvernement libanais s'est engagé à œuvrer en faveur de réformes en vue de redresser l'économie du pays. Il a ajouté qu'il convient « *de poursuivre les réformes après les législatives de mai et la formation du nouveau gouvernement. C'est ce qui permettra de multiplier les investissements dans la durée et le retour à une économie normale* ».

Le président Macron a indiqué que la France sera aux côtés du Liban mais qu'elle attend « *du courage et de la détermination de la part du gouvernement libanais* ». Cela veut dire que la France souhaite le renforcement de l'État et de son autorité au pays du Cèdre.

Cela est évident mais il ne faut pas oublier que la balle n'est pas entièrement dans le camp du Liban, Cela est évident mais il ne faut pas oublier que la balle n'est pas entièrement dans le camp du Liban.

Ce pays continue à être victime du jeu de certaines puissances (Iran, Syrie, Israël) et de la présence de milices qui ne suivent qu'un agenda étranger, la plus forte d'entre elles constituant par ailleurs un État dans l'État, ce qui est à la fois dangereux et inadmissible.

En fait, ce dont le Liban a le plus besoin c'est d'un État nouveau, fort et intègre. Or, les élections législatives qui ont eu lieu le 6 mai – les premières depuis 9 ans ! – n'ont pas donné de bons signaux. Marquées par la forte abstention d'une population déconcertée par un nouveau système électoral dont l'éditorialiste de l'Orient-Le Jour écrit qu'il favorise « *un assemblage hétéroclite d'alliances électorales parfois scabreuses* », et surtout exaspérées par les difficultés de vie (manque d'électricité, absence de service public, cherté du coût de la vie, cherté des frais d'éducation et de santé) ces élections ont rendu les éternels caciques du système – ou leurs enfants, cousins, épouses, frères ou sœurs...). Compte tenu de la domination totalitaire exercée par le Hezbollah sur les populations chiites, ce parti et ces alliés ont fait le plein de voix, renforçant encore leur domination sur ces régions et rêvant d'annexer tout le pays. Le risque serait que l'activisme de cette milice « *qui, comme tous les fascismes, ne consent à user – et même abuser – des voies démocratiques qu'à titre accessoire, en complément du fait accompli et du chantage aux armes* » (L'Orient-Le Jour du 9 mai) conduise à accréditer l'équation faite par certains faucons israéliens : Liban égale Hezbollah. Ce qui ne peut qu'avoir des résultats désastreux pour le pays du Cèdre qui reste plus que jamais l'otage de la guerre des autres.

« Études géopolitiques » des Éditions du Cerf

L'Observatoire d'études géopolitiques dirige la collection « Études islamiques ». Récentes parutions :

- Jacques Berque, *artisan du dialogue des civilisations*, collectif sous la direction de Charles Saint-Prot
- *Islam-Occident : décroisons nos cultures*, par Khalid Hajji



ACTIVITÉS

Colloque à l'USJ (Beyrouth)



Le Centre d'études des droits du monde arabe (CEDROMA) de l'Université Saint-Joseph (USJ) de Beyrouth et l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris ont organisé le 28 février 2018 à l'amphithéâtre Gulbenkian de l'USJ un colloque sur le thème « *Les risques de désintégration de l'État et de séparatisme dans le monde arabe* ». Présidée par le professeur Marie-Claude Najm, directrice du CEDROMA, cette conférence a permis d'entendre Zeina el Tibi, Jean-Yves de Cara, Charles Saint-Prot et Nabil el Khoury sur la question de la menace séparatiste contre l'unité nationale et l'État-nation dans le monde arabe.

Conférence à l'École de guerre économique



Le 19 mars 2018, l'École de guerre économique (EGE) de Paris a organisé une conférence sur « *les enjeux stratégiques représentés par le Maroc pour l'Europe et l'Afrique* ». Cette conférence qui a réuni un vaste public d'étudiants et de spécialistes, a été animée par Charles Saint-Prot, Directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques (OEG), et l'économiste Michel Ruimy, professeur affilié à l'ESCP-Europe et à Sciences Po Paris et membre du conseil scientifique de l'OEG.



L'Observatoire d'études géopolitiques (OEG) de Paris est un institut de recherche qui a pour objet de contribuer à la promotion et au rayonnement de la recherche scientifique dans les différents domaines de la géopolitique.

Il rassemble des chercheurs, des universitaires et des experts indépendants. L'OEG a son siège à Paris, un bureau à Beyrouth pour le Proche-Orient, des représentants au Caire, à Dakar, à Rabat et à Bruxelles, ainsi que des correspondants sur les cinq continents.

14 avenue d'Eylau, 75016 Paris (France)

Parlement européen : Sahara marocain



Réunis le 22 mars 2018 au siège bruxellois du Parlement européen, à l'initiative du député européen Gilles Pargneaux, président du groupe d'amitié Union européenne-Maroc, des juristes de l'Observatoire d'études géopolitiques ont présenté un éclairage sur les dérives de la Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) à propos des accords UE-Maroc, qui vont à l'encontre de l'enjeu stratégique des relations de l'UE avec le Maroc. Vidéo : <http://www.youtube.com/watch?v=gfDNjFZ555o>

Tunis : 23 – 24 mars



Charles Saint-Prot, directeur général de l'Observatoire d'études géopolitiques de Paris et l'universitaire Thierry Rambaud ont assisté au Forum de Tunis sur « *Les nouveaux rôles culturels de la société civile dans la promotion de la bonne gouvernance* », organisé les 23 et 24 mars par l'Instance nationale de lutte contre la corruption (INLUCC), le ministère de la Culture, l'UNESCO et diverses institutions. Charles Saint-Prot a présenté une communication sur le rôle des universités et des institutions de la recherche scientifique dans la diffusion de la culture de bonne gouvernance.

France – Egypte : 29 mars



29 mars 2018 Communication de Charles Saint-Prot au colloque CIGPA le 29 mars 2018 : « *Les grands défis stratégiques de l'alliance franco-égyptienne* »

Vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=i1GtsHDzuyk>

- Directeur : Charles Saint-Prot
- Présidente déléguée : Zeina el Tibi
- Président du Conseil scientifique : Jean-Yves de Cara
- Direction des programmes : Christophe Boutin
- Direction des études : Thierry Rambaud et Frédéric Rouvillois

Siège de l'OEG : 14 avenue d'Eylau, F-75016 Paris

Tél : + 33 (0) 1 77 72 64 27 et 28 / Fax : + 33 (0) 1 77 72 64 29

Courriel : etudesgeo@yahoo.com

Site : etudes-geopolitiques.com

Directrice de la publication : Zeina el Tibi

ISSN : 2106-5187

Suivez-nous sur Twitter : [@Obsetudesgeopo](https://twitter.com/Obsetudesgeopo)